



Mamoudzou, le 27 février 2023

La Présidente

à

Monsieur Gérald DARMANIN
Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

Objet : Réaction à votre attention pour Mayotte

Monsieur le Ministre,

Dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux, un journaliste vous pose cette question ? « *On essaie de se projeter, on est en 2027, vous êtes élu président de la République. Quel territoire d'outre-mer allez-vous visiter en premier* » ?

Voici un extrait de votre réponse : « *J'ai un amour immodéré pour Mayotte qui est une île absolument magnifique. Les mahorais sont profondément français, ils ont les plus grandes difficultés du monde. Le plus beau lagon du monde est sans doute à Mayotte. Personne n'y va parce qu'on se dit c'est terrible, il y a des difficultés. J'aimerais que la réussite de la République dans 10, 15, 20 ans, c'est qu'on aille en vacances à Mayotte comme on va aux Bahamas. Et de conclure « La France a un joyau et elle ne le sait pas », fin de citation.*

Monsieur le ministre, comme beaucoup de mahorais qui ont visionné cette vidéo, nous avons tenu à réagir sur vos propos. Car, en effet, on ne connaît réellement Mayotte que quand on y vient. Vous êtes parti des ministres qui nous ont le plus rendu visite depuis la prise de vos fonctions et qui continuera probablement à le faire. En cela, nous vous adressons nos sincères remerciements pour l'intérêt que vous portez à notre territoire et à ses habitants.

Comme vous le dites si bien, les mahorais sont attachés à La France et sentent effectivement « profondément français ». Pour mémoire, nous vous rappelons le slogan qui a conduit le combat de nos Chatouilleuses et nos anciens pour Mayotte française : « *vous voulons être français pour être libres* » !

Suite à un combat acharné qui a duré plus de 50 ans en 2011, le Président Nicolas SARKOZY a pris la décision de consulter les Mahorais cette année-là, pour faire accéder l'île au statut de Département/Région. **Les Mahorais ne lui remercieront jamais assez de son courage politique**, malgré un contexte national et international qui n'a pas toujours été favorable à cette orientation.

Aujourd'hui, force est de constater que les mahorais n'ont plus cette « liberté » tant espérée. Ils n'ont plus la liberté de circuler notamment, sans la hantise de se faire agresser à l'image de ce jeune garçon de 19 ans qui s'est fait tabassé à coup de barre de fer au crâne, mort le 15 février dernier des suites de ses blessures. Nous pouvons aussi citer les éternels caillassages de sept bus perpétrés dans la commune de Koungou, la veille de ce drame. Sur cette question de l'insécurité, Monsieur le Ministre, les Mahorais n'ont pas le sentiment que leur quotidien change. Les actes de délinquance continuent de sévir sur nos routes.

La très forte pression démographique dont souffre le territoire est la conséquence de plusieurs phénomènes au premier rang desquels une forte immigration illégale, un déploiement massif d'un « visa spécial Mayotte » qui « stocke » les personnes sur nos 374 km² et une natalité hors norme (10 730 en 2022, soit 110 bébés de plus qu'en 2021). Les besoins grandissants, conséquence de cette explosion démographique, ne permettent ni à la Collectivité Unique ni aux communes d'assumer pleinement leurs missions de service public, dans un contexte de non achèvement de la décentralisation.

Oui Monsieur le Ministre, les Mahorais se sentent « profondément français » et croient en la valeur de « l'égalité ». Or, la persistance des dérogations au droit commun sur le territoire crée de fait une rupture d'égalité de traitement vis-à-vis des autres départements de la nation et interroge notre place dans la France, Etat unitaire et indivisible.

Parce que nous sommes aussi attachés en la valeur de « la fraternité », nous comptons sur votre compassion affichée à notre égard pour déployer la solidarité nationale dans les préoccupations qui sont les nôtres, au nom de l'égalité sociale et républicaine. Les Mahorais réclament l'application du droit commun sur leur sol, parce qu'ils payent l'impôt au même taux, sinon plus, que les citoyens du reste de la nation.

Dans « l'Opération Wuambushu » que vous annoncez, les Mahorais espèrent une réelle volonté politique de l'Etat pour **amorcer un nouveau virage sur la politique migratoire pour désengorger l'île**. Les Mahorais soutiennent votre démarche, face au syndicat régional de la magistrature dont deux représentants nous expliquent ce matin dans les médias qu'il ne faut pas appliquer les lois de la République à Mayotte : une idéologie et un positionnement effarants de leur part ! On ne saurait d'ailleurs trop rappeler à ces bonnes âmes que le rôle des magistrats est d'appliquer la loi, pas de la contester et encore moins de la faire à la place du législateur.

Oui Monsieur le Ministre, Mayotte est un joyau de la France dont sa population mériterait d'être considérée comme des français à part entière, et non des français entièrement à part comme c'est le cas aujourd'hui.

Nous vous remercions, Monsieur le Ministre, de votre engagement pour Mayotte.

Anchya BAMANA,
Ancienne Maire de Sada
Présidente de Maore Solidaire



Copie :

- Les élus de Mayotte
- La presse locale